



## Alerte Rouge !

C'est une ligne rouge qu'est en train de franchir le gouvernement sur l'éducation ! Prétendant se baser sur les résultats aux tests PISA, Gabriel Attal, encore ministre de l'éducation, annonçait en décembre le « choc des savoirs ». Un choc, certes, tant les pédagogues que nous sommes sont encore sonnés par des annonces rétrogrades, ridicules et sans aucun fondement pédagogique.

Après les attaques menées contre le premier degré, les réformes du lycée et de la voie professionnelle, la mise en place de Parcoursup, Gabriel Attal vise le parachèvement d'une école du tri social. Au lieu de s'appuyer sur l'expertise des professionnels, le ministre promeut la sélection des élèves dès la Sixième, avec des regroupements de niveaux mettant fin au collège unique ; un diplôme national du brevet conditionnant l'accès en Seconde générale, technologique et professionnelle ; des méthodes et des manuels prescrits ; des applications numériques...

Ces mesures ont comme point commun de ne presque rien coûter ; aucun moyen nouveau n'est créé au projet de loi de finances et l'heure, ôtée l'an dernier à la technologie pour créer des heures de remédiation/approfondissement, disparaît tout bonnement. Elles empêchent la poursuite de la démocratisation vers l'accès à l'enseignement supérieur. Elles annoncent aux personnels une négation de leur expertise professionnelle, un contrôle accru et une normalisation de leurs pratiques. Cette logique de caporalisation de nos métiers est en tout point incompatible avec le statut de cadres A de la Fonction publique des professeur·e·s et la possibilité même d'un enseignement émancipateur.

Le « choc des savoirs » sera violent et injuste pour les élèves, notamment les plus fragiles, brutal et autoritaire pour les personnels.

Nous qui faisons l'école, nous réaffirmons avec fermeté son sens et ses missions : assurer l'accès à des savoirs exigeants pour tous les élèves, développer les conditions favorables à un apprentissage collectif permettant le vivre ensemble et combattre résolument les déterminismes sociaux. Les élèves doivent pouvoir exercer leur sens critique, s'ouvrir à une pensée humaniste rigoureuse, fondée sur la raison et les savoirs qui émancipent.

Après le carton rouge donné à notre ministre multifonction concernant son absence de défense de l'école publique, nous formulons aujourd'hui une alerte rouge. Les regroupements de niveaux relèvent d'un dispositif simpliste qui ne permet pas d'apporter de réponse à un problème complexe. En balayant toutes les réponses déjà mises en œuvre dans les collèges, ils vont accentuer le caractère déjà inégalitaire de notre système éducatif et renforcer le sentiment de mal-être déjà fort chez les enseignant·e·s. Ces dernier·e·s ne sont pas reconnus à la hauteur de leurs compétences et doivent subir des injonctions, toujours plus nombreuses, qui ne font pas sens pour eux. Les regroupements de niveaux viennent s'ajouter à la longue liste de prescriptions descendantes qui vont à l'encontre des recommandations de bonne gouvernance portées par la recherche universitaire et les organismes internationaux.

Cette alerte rouge est aussi celle des atteintes répétées au service public d'éducation. Celui-ci devrait normalement fonctionner dans le respect des principes républicains qui l'ont fait naître et qui s'accordent mal avec l'actuelle logique électoraliste et populiste des décideurs publics.

Alerte rouge enfin dans notre département qui semble avoir relégué le collège sur le banc de touche (ni groupe de travail, ni CSASD dédié... le second degré n'étant même pas à l'ordre du jour initial de cette réunion).